



PRÉFET D'ILLE- ET-VILAINE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale de la protection des populations

Service de la Protection de l'Environnement et de la
Nature

N°AIOT : 0005519271 et 0053503989

Affaire suivie par : Marie-Rose FERRET
Luc PETIT

Tél. : 02.99.59.97.75 / 02.99.59.89.66

Courriel : marie-rose.ferret.briand@ille-et-vilaine.gouv.fr
luc.petit@ille-et-vilaine.gouv.fr

Rennes, le 27/06/2023

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES AU PRÉFET

Contact exploitant :

Olivier CLANCHIN, Président

Jean-Charles GALLEE, Responsable Environnement

jeancharles.gallee@avec-olga.com

Objet : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Établissements SAS OLGA - site de La Rivière (Ex TRIBALLAT La Rivière) et STEP à NOYAL-SUR-VILAINE -
réexamen IED

Départ n° : 2023-02118

Réf : Dossier de réexamen (Rapport GES n°18992)–

Copie: DREAL-SPPR/DRC

Par transmission visée en référence, la société SAS OLGA – site de la Rivière (Ex TRIBALLAT La Rivière) a transmis son dossier de réexamen pour l'installation de transformation du lait pour la production de yaourts et de produits ultra-frais au soja qu'elle exploite sur la commune de NOYAL-SUR-VILAINE.

En mai 2014, dans le cadre de sa demande d'autorisation, la société TRIBALLAT-NOYAL avait déjà transmis un rapport de base (phase préliminaire) décrivant l'état du site d'implantation des installations conformément à l'article L. 515-30 du Code de l'environnement (dossier GES n°13273-Mai 2014).

La SAS OLGA exploite également sur l'emprise foncière du site de La Rivière (parcelles F 248 et 249) , (n°AIOT : 0005519271) une station d'épuration collective relevant des rubriques 2750 et 3710, qui constitue une ICPE distincte (n°AIOT : 0053503989) et administrativement indépendante.

Le présent rapport a pour objet de proposer les suites qu'il convient de réserver au dossier de réexamen du site et de la station d'épuration collective présente sur le site et exploitée par la SAS OLGA, et ne traite pas du rapport de base, déjà instruit.

1. RAPPEL DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE DU SITE

La société SAS OLGA (Ex TRIBALLAT-La Rivière), située Zone Industrielle la Giraudière, route de Paris, sur la commune de NOYAL-SUR-VILAINE, est autorisée par arrêté préfectoral du 26 janvier 2015 modifié, et du 14 mars 2012 modifié pour la STEP, à exploiter des activités qui relèvent du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642 et 3710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. À ce titre, ces établissements entrent dans le champ d'application de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED ».

2. CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

Conformément aux dispositions des articles R.515-70 à 73 du Code de l'environnement, l'exploitant a transmis un dossier de réexamen suite à la publication de la décision d'exécution n° 2019/2031 du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les industries agroalimentaires et laitières (BREF FDM). Cette décision d'exécution fixe les meilleures techniques disponibles (MTD) et les niveaux d'émissions associées à ces meilleures techniques disponibles.

L'inspection n'a pas demandé à ce qu'un dossier de réexamen soit déposé spécifiquement pour le site SAS OLGA (STEP), et le réexamen IED FDM de cet établissement sera effectué conjointement, dans le présent rapport, à celui du site SAS OLGA – site de La Rivière.

3. PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

3.1.- Description de l'établissement

La société SAS OLGA - site de la Rivière (Ex TRIBALLAT-La Rivière) exploite sur la commune de Noyal-sur-Vilaine une installation de transformation du lait dans le but de produire des yaourts, ainsi que des produits ultra-frais au soja. L'usine présente sur le site est aussi appelée Usine « Vrai ». Une plateforme logistique est également présente sur le site et permet de stocker les produits fabriqués sur le site, ainsi que ceux produits sur le site OLGA du Centre-bourg (lait en poudre, fromages à pâte molle pressée non cuite, beurre) et par l'atelier « Petit Billy » (fromages de chèvre et de brebis). La société Bordier, ayant une activité de travail du beurre, est aussi présente sur le site. Elle est intégrée sans distinction dans le dossier transmis par l'exploitant. Les énergies utilisées et les effluents rejetés sont raccordés aux installations du site OLGA-La Rivière. Le site OLGA-La Rivière est autorisé pour une capacité de production de 150 tonnes de produits finis par jour au titre de la rubrique IED 3642-3 et le site de la station d'épuration collective est classé sous la rubrique 3710 « traitement des eaux résiduaires dans des installations autonomes relevant de la rubrique 2750 et pour lesquelles le flux polluant principal provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643 ».

Le site de la Rivière est spécialisé dans l'ultra-frais : produits laitiers, desserts... Les matières premières utilisées sont le lait, mais aussi des matières végétales et animales. Le site assure la collecte de lait, sa transformation ainsi que le stockage et la vente des produits finis.

Les principales activités réalisées sur le site sont :

- la réception et le stockage des matières premières et notamment du lait,
- la standardisation, la pasteurisation et le refroidissement du lait,
- la production de yaourts et de desserts au sein de l'atelier Ultra-frais incluant selon les recettes :
 - fermentation, conditionnement, et suremballage pour les desserts et yaourts brassés,
 - poudrage, traitement thermique, conditionnement, et suremballage pour les desserts texturés,
 - conditionnement, suremballage, étuvage-fermentation, et refroidissement pour les desserts et yaourts étuvés
 - préparation en cuve, conditionnement, cuisson en cellule, refroidissement, et suremballage pour les desserts aux œufs,
- le stockage des produits finis en chambre froide et leur expédition.

3.2.- Périmètre IED

L'établissement est visé par les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles et le document BREF (Best Reference Documents) sectoriel FDM relatif aux Industries Agroalimentaires et Laitières. L'exploitant a identifié la rubrique 3642-3 comme étant la rubrique IED principale de l'établissement.

Le périmètre IED du site OLGA-La Rivière de Noyal-sur-Vilaine comprend l'ensemble des installations des ateliers de transformation du procédé alimentaire relevant de la rubrique 3642, et donc des activités détaillées dans le paragraphe 3.1 du présent rapport. On peut par exemple citer les ateliers réception, yaourt et ultra-frais au soja.

Les installations ou utilités connexes sont :

- les installations de lavage : les nettoyages en place (NEP), nettoyages des équipements et des locaux et le stockage des produits chimiques,
- les installations de combustion : 1 chaudière vapeur, 1 chaudière eau chaude, et 2 brûleurs eau chaude fonctionnant au gaz naturel,
- les stockages : les entrepôts couverts, les entrepôts frigorifiques, et les tanks de stockage des matières premières et produits transformés,
- les équipements de production de froid fonctionnant à l'ammoniac,
- l'installation de production d'air comprimé,
- et les zones de stockage des déchets liés au procédé.

Dans son dossier de réexamen, l'exploitant intègre également à la liste des installations connexes à son périmètre IED, la station d'épuration collective du site (SAS OLGA-STEP) qui assure le traitement des eaux résiduelles du site et d'autres sites industriels, ainsi que la zone de stockage et de traitement des boues.

Les installations et utilités du site qui sont à exclure du périmètre IED sont :

- les ateliers de charge des accumulateurs (2 ateliers),
- l'atelier de maintenance,
- le transformateur et TGBT,
- le système de collecte des eaux pluviales (réseau séparatif sur site)
- et les bureaux ainsi que les utilités (énergies, chauffage, froid, eau) et déchets qui leur sont associés.

Outre les MTD génériques (MTD 1 à 15), les MTD spécifiques relatives à l'industrie laitière (MTD 21, 22 et 23) sont applicables aux installations IED exploitées par la société OLGA-site de la Rivière.

Les activités du site sont également visées par les documents BREFs transverses suivants :

- Émissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac (EFS), paru en juillet 2006 ;
- Efficacité énergétique (ENE), paru en février 2009,
- et Systèmes de refroidissement industriel (ICS), paru en décembre 2001.

Les thématiques des BREFs transverses ENE et ICS étant déjà abordées dans le cadre de l'examen du BREF FDM, l'exploitant n'a étudié dans son dossier de réexamen que le BREF transversal EFS en complément du BREF principal. Les substances pertinentes retenues dans le cadre de l'analyse du BREF EFS sont les boues. L'exploitant a conclu que son site est en conformité vis-à-vis du BREF EFS.

4. ANALYSE DU DOSSIER DE RÉEXAMEN IED

4.1.- Complétude

Le dossier transmis par l'exploitant est complet. Conformément à l'article R.515-72 du code de l'environnement, le dossier contient :

- une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles, et un positionnement des niveaux de rejet par rapport aux niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles le cas échéant, sur les thématiques suivantes :
 - Système de management environnemental ;
 - Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux
 - Prévention de la pollution atmosphérique ;
 - Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques ;
 - Réduction des nuisances sonores ;
 - Gestion de l'efficacité énergétique.
- l'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70.

L'exploitant n'a pas demandé à déroger aux niveaux d'émission associées aux meilleures techniques disponibles. L'exploitant s'est positionné sur la nécessité de ne pas revoir les prescriptions au regard du III de l'article R. 515-70 du CE. Il indique dans son dossier qu'il n'est pas nécessaire de revoir les prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation au regard d'aucun des 3 alinéas du R. 515-70-III du CE.

4.2.- Régularité

Les éléments du dossier sont suffisamment développés pour apprécier les caractéristiques de l'installation. L'ensemble des éléments permettent d'apprécier les meilleures techniques disponibles mises en place sur les équipements exploités. Les éléments transmis sont proportionnés aux enjeux et permettent de répondre aux dispositions du BREF et à l'article R. 515-72 du Code de l'environnement fixant le contenu du dossier de réexamen.

4.3.- MTD relatives au management environnemental

Conformément aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les industries agroalimentaires et laitières, l'exploitant s'est positionné par rapport aux meilleures techniques disponibles pour l'exploitation de son installation. Concernant l'amélioration des performances environnementales globales de l'établissement, on peut notamment noter que :

- le site possède un système de management environnemental depuis 2015, bien qu'il ne soit pas certifié ISO 14001,
- le site possède la certification ISO 50001 relative au management de l'énergie (valable jusqu'en novembre 2021), et par conséquent dispose déjà d'un plan d'efficacité énergétique formalisé,
- le site ne possède pas de plan de gestion du bruit formalisé, bien qu'une vigilance particulière soit portée sur cette thématique,
- en absence de problématique relative aux odeurs, le site ne possède pas de plan de gestion sur cette thématique.

Analyse de l'inspection

Les éléments transmis par l'exploitant permettent de connaître la situation de l'établissement vis-à-vis des dispositions des conclusions sur les meilleures techniques disponibles sur la partie relative au management environnemental. Le site possède un système de management environnemental (SME) depuis 2015 bien qu'il ne soit pas certifié ISO 14001. Le site possède toutefois la certification ISO 50001 relative au management de l'énergie et possède donc d'ores et déjà un système de management de l'énergie.

Concernant le bruit et les odeurs, en absence de problématique sur ces thématiques, le site ne dispose pas de plan de gestion formalisé mais l'exploitant s'est engagé à ce qu'en cas d'apparition de nuisances, des plans de gestion adaptés soient mis en œuvre.

4.4.- Inventaire des flux aqueux et atmosphériques

Conformément aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les industries agroalimentaires et laitières, l'exploitant a établi un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux :

Milieu	Type de rejet	Origines	Traitement	Milieu récepteur
Eau	Eaux usées industrielles	Activité principale et connexe (chaufferie, tour de refroidissement)	Station d'épuration collective (3 sites)	La Vilaine
Air	Fumées de combustion	Chaudières	Émissions canalisées non traitées	Atmosphère
	Bruit	Équipements de process et technique	Silencieux sur installations	Atmosphère
Sol	Boues	Traitement des eaux	Épaississement et valorisation agronomique	Parcelles du plan d'épandage

4.4.1- Flux aqueux

La société OLGA-La Rivière de Noyal-sur-Vilaine génère les effluents aqueux suivants :

- des eaux résiduaires industrielles,
- des eaux de purge des circuits de refroidissement,
- des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et des eaux pluviales non polluées,
- des eaux sanitaires.

L'établissement OLGA-Site de la Rivière rejette ses effluents dans la station d'épuration collective du site également gérée par OLGA. Les deux établissements constituant des entités ICPE distinctes et administrativement indépendantes, les rejets du site OLGA-La Rivière seront considérés comme des rejets indirects, et la qualité des effluents devra être analysée d'une part en sortie du site OLGA-La Rivière, et d'autre

part en sortie de la station d'épuration collective. Les eaux traitées par la STEP collective sont rejetées dans le ruisseau *la Giraudière* et les boues sont épandues sur un plan d'épandage autorisé.

L'exploitant indique qu'une surveillance de la qualité des effluents est assurée en entrée de station pour chacun des sites raccordés, ainsi que sur les eaux traitées en sortie de station d'épuration. Ces modalités sont détaillées dans le paragraphe 4.7 du présent rapport.

Dans son dossier de réexamen, l'exploitant n'a pas communiqué de valeurs relatives à la qualité des effluents aqueux en sortie de site de production, mais il a en revanche transmis les concentrations mesurées en sortie de la Station d'épuration collective sur la période 2017-2019 sur les paramètres qui sont suivis.

Le tableau ci-dessous présente les données d'autosurveillance (transmises par l'exploitant et extraites de GIDAF par l'inspection) de la qualité des rejets aqueux de l'établissement, en sortie du site de production et en sortie de la station d'épuration collective, au regard du cadre réglementaire actuellement applicable, afin de rendre compte des paramètres pertinents pour l'établissement.

Effluents aqueux (Rejet indirect)					
Paramètres	Valeur moyenne 2019-2022 en sortie du site de production d'OLGA-La Rivière, et en amont de la station d'épuration collective ⁽¹⁾			VLE de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site du 26/01/2015	
	[C] (en mg/l)	Flux (en kg/j)		[C] (en mg/l)	Flux (en kg/j)
DCO	2841	585		5450	1960
MES	474	99		445	160
Azote Global	130	26,5		240	85
DBO ₅	1691	349		3200	1150
Phosphore total	14	2,9		70	25
Chlorures	208	42,5		-	-
⁽¹⁾ Valeurs extraites de GIDAF par l'inspection					
⁽²⁾ Donnée non conforme					
Effluents aqueux (Rejet direct)					
Paramètres	Valeur moyenne 2019-2022 en sortie de STEP collective ⁽¹⁾			Valeur de l'arrêté préfectoral du 14/03/2012 relatif à la STEP collective OLGA située sur le site de la Rivière	
	[C] (en mg/l)			[C] (en mg/l)	Flux (en kg/j)
	2017	2018	2019		
DCO	23,64	26,01	22,07	90	72
MES	5,45	8,58	6,65	30	24
Azote Global	3,36	3,26	2,5	30	24
DBO ₅	2,64	3,62	2,3	20	16
Phosphore total	0,5	0,56	0,42	1,5 (étiage) 4 (hors étiage)	1,2 (étiage) 3,2 (hors étiage)
⁽¹⁾ Valeurs présentées par l'exploitant à la page 50 du dossier de réexamen.					

Concernant les rejets aqueux du site OLGA-La Rivière, l'exploitant n'a pas transmis de données concernant la température et le pH de ses effluents, ceux-ci doivent toutefois respecter les caractéristiques générales fixées à l'article 4.3.7 de l'Arrêté préfectoral d'autorisation du site du 26 janvier 2015.

La fréquence de surveillance (*a minima* trimestrielle) et les valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales sont respectivement fixées dans les articles 9.2.3.1 et 4.3.13 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site suscité.

Les eaux de refroidissement doivent respecter les mêmes valeurs limites d'émission que les eaux pluviales, ainsi que les valeurs limites d'émissions en polluants spécifiques fixées à l'article 4.3.11.

Les eaux sanitaires ainsi que les eaux usées du restaurant d'entreprise sont quant à elles, dirigées vers la Station d'épuration communale de Noyal-sur-Vilaine.

La partie « Émissions dans l'eau » est abordée de façon plus détaillée dans le paragraphe 4.7 du présent rapport.

4.4.2- Flux gazeux

Les principaux effluents gazeux du site proviennent des installations de combustion. Le site est équipé d'une chaudière vapeur de 5,4 MW, d'une chaudière eau chaude de 0,41 MW, et de deux brûleurs eau chaude (de 1,2 et 0,2 MW) fonctionnant au gaz naturel.

L'exploitant indique faire effectuer des contrôles sur les rejets des chaudières tous les 24 mois par la société APAVE sur les paramètres : débit, température, humidité, CO, NO_x, CO₂, et O₂.

Dans son dossier de réexamen, l'exploitant a transmis les niveaux d'émission suivants :

Effluents gazeux			Résultats ⁽¹⁾		Valeur de l'arrêté ministériel du 03/08/2018
Équipement	Paramètre	Unité			
Chaudière Vapeur (C2) PU = 5,4MW	NO _x	mg/Nm³	2016	93	150 mg/Nm³
			2018	93	
			2020	93	
⁽¹⁾ Valeurs transmises par l'exploitant à la page 64 du dossier de réexamen.					

Conformément à l'article 9.2.1.1.1 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2015, des mesures *a minima* triennales doivent être réalisées sur les conduits des chaudières. La fréquence de surveillance et les teneurs en NO_x mesurées sur la chaudière C2 sont conformes. En revanche, le site ne fait pas réaliser de contrôles des émissions atmosphériques sur le brûleur eau chaude d'une puissance de 1,2 MW datant de 2013. À échéance 2023, l'exploitant s'est engagé à ce que des mesures des émissions atmosphériques soient réalisées par un organisme agréé sur cette installation.

Par ailleurs, le site ne possède pas d'installation de séchage du lait.

L'aspect « Émissions atmosphériques » est abordé de façon plus détaillée au regard du BREF FDM dans le paragraphe qui suit.

4.5.- Émissions atmosphériques et odeurs

L'exploitant s'est positionné par rapport aux MTD en ce qui concerne la fréquence de surveillance des émissions atmosphériques et les niveaux d'émissions canalisées dans l'air.

Concernant l'application des MTD relatives à la surveillance et aux valeurs limites d'émissions des rejets atmosphériques, la société SAS OLGA-Site de La Rivière relève du secteur d'activité spécifique de « l'industrie laitière » (titre III, article 17.3 de l'AMPG du 27 février 2020). Toutefois le site ne dispose pas d'installation de séchage, il n'est par conséquent visé par aucune mesure de surveillance, ni valeurs limites d'émission concernant les rejets canalisés dans l'air du BREF FDM (MTD 5, MTD 23 et article 17.3 de l'AMPG suscité non applicables).

Par conséquent, les prescriptions relatives à la prévention de la pollution atmosphérique, fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site et dans les arrêtés ministériels applicables à l'établissement, restent en vigueur, notamment concernant la surveillance des émissions des chaudières.

Concernant les émissions de substances appauvrissant la couche d'ozone et de substances à fort potentiel de réchauffement planétaire utilisées pour le refroidissement et la congélation, l'exploitant a indiqué que la production de froid est assurée par des installations de réfrigération fonctionnant à l'ammoniac depuis deux salles des machines.

Aux vues de ces éléments, la société OLGA-site de la Rivière apparaît donc conforme aux exigences de la MTD 9.

Concernant les odeurs, l'exploitant a communiqué les informations suivantes :

- le seul secteur sensible aux nuisances olfactives du site est la station d'épuration, et les précautions suivantes sont prises :
 - aération du bassin d'aération afin d'assurer l'homogénéisation des effluents avant leur traitement,
 - traitement biologique des effluents,
 - stockage des boues qui vont être épandues dans un silo couvert équipé d'un système de traitement des odeurs,
 - stockage des boues qui vont suivre une filière de compostage dans des bennes étanches entreposées sur une plateforme bétonnée couverte par un auvent,
- les déchets organiques (loupés de fabrication) sont stockés en camions frigorifiques avant d'être valorisés en alimentation animale ou en filière de méthanisation,
- aucune nuisance olfactive n'a été constatée par les tiers.

En absence de problématique relative aux odeurs, le site ne possède pas de plan de gestion des odeurs. L'exploitant s'est toutefois engagé à mettre en œuvre un plan de gestion adapté si des nuisances venaient à être constatées.

Analyse de l'inspection

Les rejets atmosphériques ne constituent pas un enjeu essentiel sur l'aspect impact chronique de l'installation dans le cadre du réexamen IED du BREF FDM, car l'établissement ne met pas en œuvre de procédé de séchage du lait sur le site. Aucune prescription relative à la surveillance et aux valeurs limites d'émission des rejets canalisés dans l'air du BREF FDM n'est de fait applicable à l'établissement. Par conséquent, les prescriptions des arrêtés préfectoraux et ministériels relatifs à la prévention de la pollution atmosphérique qui s'appliquent à l'établissement sont inchangées et restent en vigueur.

Concernant les prescriptions de la MTD 9, l'inspection rappelle que les fluides frigorigènes conformes sont notamment l'eau, le dioxyde de carbone ou l'ammoniac. En 2023, les installations frigorifiques, hors CO₂, ammoniac et eau, peuvent continuer à fonctionner sous réserve d'un ODP= 0 et d'un PRP (ou GWP) inférieur à 2500. Les éventuels compléments ne peuvent être réalisés qu'avec des fluides conformes au règlement F-GAZ. Au regard des éléments transmis dans le dossier de réexamen, la MTD 9 est respectée sur le site.

En absence de problématique relative aux odeurs, le site ne possède pas de plan de gestion des odeurs formalisé, toutefois l'exploitant s'est engagé à ce qu'en cas d'apparition de nuisances un plan de gestion adapté soit mis en place.

4.6.- Gestion de la ressource en eau

L'approvisionnement en eau potable est réalisé par le réseau public pour une consommation maximum autorisée de 96 000 m³ d'eau par an (article 4.1.1- arrêté du 26 janvier 2015).

Dans le cadre de l'amélioration de sa revue énergétique et afin de suivre ses consommations d'eau, le site OLGA-La rivière a mis en place des sous compteurs divisionnaires par atelier. L'exploitant indique que les ratios de consommation sont suivis toutes les semaines par atelier, et que des comparaisons multi-sites sont effectuées tous les mois. L'exploitant n'a pas transmis la consommation d'eau de son site dans son dossier de réexamen.

Afin de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux rejetés, l'exploitant indique mettre en œuvre dès à présent les techniques suivantes :

- Techniques courantes :
 - Recyclage et/ou réutilisation de l'eau :

- Refroidissement de l'homogénéisateur en circuit fermé,
- Récupération de l'eau de rinçage finale des nettoyages,
- Optimisation du débit d'eau :
 - Utilisation d'écojets, de vannes micrométriques sur les envois d'eau chaude avant production, et de détecteurs de pression pour la lubrification des pompes,
- Optimisation des buses et des canalisations :
 - Présence de buses haute pression pour les NEP avec réduction de débit et pression plus élevée,
- Séparation des flux d'eau : Réseaux séparatifs des eaux pluviales et des eaux usées :
 - Les eaux pluviales sont principalement dirigées vers un bassin de régulation/confinement équipé en sortie d'un séparateur à hydrocarbures.
 - Les eaux pluviales du parking du personnel ne sont pas dirigées vers le bassin de régulation car elles sont traitées par un déshuileur.
 - Les eaux usées industrielles sont traitées sur la station d'épuration du site.
- Techniques liées aux opérations de nettoyage :
 - Système de curage des canalisations :
 - Pré-vidange des tuyauteries par un système de pousse à l'obus sur l'ensemble des envois conditionneuses et sur certaines parties du process,
 - Optimisation du dosage des produits chimiques et de l'utilisation de l'eau dans le nettoyage en place (NEP) :
 - L'activité du site est constituée de process à dominante « liquides » qui sont nettoyés par des installations NEP qui sont optimisées,
 - Gestion optimisée des NEP par suivi du pH et/ou de la conductivité.
 - Optimisation de la conception et de la construction des équipements et des zones de procédés :
 - La conception des locaux permet un nettoyage aisé des sols et des murs,
 - Le nettoyage est pris en compte dans la conception et la construction de l'usine.
 - Nettoyage des équipements dès que possible.

Afin d'éviter ou de réduire l'utilisation de substances dangereuses, l'exploitant indique mettre en œuvre dès à présent les techniques suivantes :

- Sélection appropriée de produits chimiques de nettoyage et/ou de désinfectants :
 - Les produits sont sélectionnés en fonction des exigences d'hygiène et de sécurité sanitaire des aliments et de leurs mentions de danger.
- Réutilisation des produits chimiques de nettoyage dans le nettoyage en place :
 - Certains produits chimiques sont réutilisés (soude et acide), les exigences en matière d'hygiène guidant la réutilisation possible.

Analyse de l'inspection

Les éléments transmis par l'exploitant permettent de connaître la situation de l'établissement par rapport aux dispositions des conclusions sur les meilleures techniques disponibles sur la partie relative à la gestion des ressources en eau.

4.7.- Émissions dans l'eau

L'exploitant s'est positionné par rapport aux MTD en ce qui concerne la fréquence de surveillance des rejets aqueux et les niveaux d'émissions dans l'eau. Les effluents aqueux industriels du site OLGA-Site de La Rivière sont traités sur la station d'épuration collective présente sur le site. Cette station d'épuration collective constitue une ICPE distincte et administrativement indépendante qui est également exploitée par la société SAS OLGA. La STEP reçoit les effluents des 4 sites industriels suivants :

- Usine VRAI du site OLGA LA RIVIÈRE, située « ZA de la Rivière » à Noyal-sur-Vilaine (005519271) (objet du présent rapport),
- Usine OLGA du site NOYAL BOURG, située « 2, rue Julien Neveu » à Noyal-sur-Vilaine (0053502069),

- Usine PETIT BILLY du site OLGA LA RIVIÈRE (ex Les Fromagers de Tradition), située « ZA de la Rivière » à Noyal-sur-Vilaine (0053503977),
- Usine OLGA site SOJASUN TRAITEUR, localisée « rue de Rocomps » à Châteaugiron (0005514763).

La charge polluante principale reçue par la STEP provient des deux premiers sites listés, dont les activités relèvent de la rubrique IED 3642.

Les eaux traitées par la station d'épuration collective sont ensuite rejetées dans le milieu naturel dans le ruisseau *La Giraudière*, affluent du *Gosné*, lui-même affluent de *La Vilaine*.

L'établissement OLGA-La Rivière a indiqué avoir rejeté en moyenne 60 976 m³ d'effluents aqueux par an sur la période 2017-2019. Sur cette période, le volume d'effluent rejeté est en augmentation, conjointement à un accroissement des quantités de matières premières utilisées.

Dans le cadre du réexamen IED du BREF FDM, les rejets aqueux du site seront étudiés en deux temps :

- dans un premier temps, en tant que rejets indirects, entre le site OLGA-La Rivière et le site OLGA-STEP (pour le site OLGA-La Rivière),
- et dans un second temps, en tant que rejets directs, en sortie de la station d'épuration collective OLGA-STEP (pour le site OLGA-STEP).

Le tableau ci-dessous fait état du positionnement de l'établissement vis-à-vis du cadre réglementaire applicable aux effluents aqueux industriels du site en rejet indirect (entre les installations OLGA-La Rivière et OLGA-STEP), avant et après le 04 décembre 2023 :

Positionnement de l'établissement OLGA-La Rivière de Noyal-sur-Vilaine pour les effluents aqueux du site en rejet indirect

Paramètre	Surveillance			Valeurs limites d'émission						
	Fréquence actuelle ⁽¹⁾ (AP du 26/01/15 art.9.2.3)	Fréquence minimale (MTD 4) ⁽²⁾	Nouvelle Fréquence applicable à compter du 04/12/23	Émissions actuelles ⁽⁵⁾		Applicables (AP du 26/01/15 art. 4.3.9)		NEA MTD ⁽⁶⁾ (MTD 12) (en mg/l)	Taux d'abattement réels STEP OLGA ⁽¹²⁾ [VLE] ⁽¹³⁾	Nouvelle VLE applicable à compter du 04/12/23
				[C] (mg/l)	Flux (kg/j)	[C] (mg/l)	Flux (kg/j)			
DCO	Mensuelle (Journalière)	Journalière ⁽³⁾	Journalière⁽⁴⁾	2954	659	5450	4360	125 ⁽⁷⁾	99,09 % [13736 mg/l]	5450 mg/l
MES	Hebdomadaire (Mensuelle)	Journalière ⁽³⁾	Journalière⁽⁴⁾	749	165	900	720	50 ⁽⁸⁾	99,26 % [6757 mg/l]	445 mg/l
DBO ₅	Mensuelle	Mensuelle ⁽³⁾	Mensuelle	1827	406,5	3200	2560	100 ⁽⁹⁾	99,79 % [47619 mg/l]	3200 mg/l
Azote global (NGL)	Mensuelle	Journalière ⁽³⁾	Journalière⁽⁴⁾	112	25	240	192	30 ⁽¹⁰⁾	98,06 % [1546 mg/l]	240 mg/l
Phosphore total	Hebdomadaire (Mensuelle)	Journalière ⁽³⁾	Journalière⁽⁴⁾	15	3,3	70	56	4 ⁽¹¹⁾	97,38 % [153 mg/l]	70 mg/l
Chlorures	Mensuelle	Mensuelle	Mensuelle	271	59,4	-	-	-	-	-

⁽¹⁾ Les fréquences de surveillance entre parenthèses correspondent aux fréquences de surveillance appliquées par l'établissement d'après les informations communiquées par l'exploitant (page 32 du dossier de réexamen), lorsque celles-ci sont différentes de celles fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site. Elles sont indiquées en rouge lorsque celles-ci ne respectent pas les prescriptions minimums fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.

⁽²⁾ La surveillance ne s'applique que lorsque la substance concernée est pertinente pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire mentionné au point 6 de l'Arrêté ministériel du 27 février 2020.

⁽³⁾ Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral.

⁽⁴⁾ En absence de demande d'aménagement de l'exploitant conformément au (X) de l'article 7.2 de l'AMPG du 27/02/2020, les nouvelles fréquences de surveillance applicables sont celles de la MTD 4.

⁽⁵⁾ Moyennes annuelles 2022 extraites de GIDAF par l'inspection.

⁽⁶⁾ Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites de concentration sont fixées en sortie de l'établissement par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 III.

⁽⁷⁾ La VLE applicable au secteur de l'industrie laitière pour le paramètre DCO est de 125 mg/l, toutefois cette VLE s'applique uniquement si

l'efficacité du traitement est supérieure ou égale à 95 % en moyenne annuelle ou en moyenne sur la période de production. Dans le cas contraire, la VLE du point 7.2 de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 s'applique.

Concernant la société OLGA-La Rivière de Noyal-sur-Vilaine, l'efficacité du traitement par la STEP collective externe pour ce paramètre est de 99,09 %, la VLE de 125 mg/l peut donc être retenue.

⁽⁸⁾ La VLE est de 50 mg/l si le flux est inférieur ou égal à 15 kg/jour ou si l'efficacité du traitement est supérieure ou égale à 90 %. La VLE est de 35 mg/l si le flux est supérieur à 15 kg/jour et si l'efficacité du traitement est inférieure à 90 %.

Concernant la société OLGA-La Rivière de Noyal-sur-Vilaine, l'efficacité du traitement par la STEP collective externe pour ce paramètre est de 99,26 %, la VLE de 50 mg/l peut donc être retenue.

⁽⁹⁾ La VLE est de 100 mg/l si le flux est inférieur ou égal à 30 kg/jour ou si l'efficacité du traitement est supérieure ou égale à 90 % ou si le rejet s'effectue en mer. La VLE est de 30 mg/l si le flux est supérieur à 30 kg/jour et si l'efficacité du traitement est inférieure à 90 %. Le flux est ramené à 15 kg/jour pour les eaux réceptrices visées par l'article D.211-10.

Concernant la société OLGA-La Rivière de Noyal-sur-Vilaine, l'efficacité du traitement par la STEP collective externe pour ce paramètre est de 99,79 %, la VLE de 100 mg/l peut donc être retenue.

⁽¹⁰⁾ La VLE est de 30 mg/l en moyenne journalière uniquement si l'efficacité du traitement est supérieure à 80 % en moyenne annuelle ou en moyenne sur la période de production. La VLE n'est pas applicable en cas de faible température des effluents aqueux (inférieure à 12 °C, par exemple) pendant de longues périodes.

Concernant la société OLGA-La Rivière de Noyal-sur-Vilaine, l'efficacité du traitement par la STEP collective externe pour ce paramètre est de 98,06 %, la VLE de 30 mg/l peut donc être retenue.

⁽¹¹⁾ La VLE applicable au secteur de l'industrie laitière pour le paramètre Phosphore total est de 4 mg/l, toutefois cette VLE s'applique uniquement si l'efficacité du traitement est supérieure ou égale à 95 % en moyenne annuelle ou en moyenne sur la période de production. Dans le cas contraire, la VLE du point 7.2 de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 s'applique. Concernant la société OLGA-La Rivière de Noyal-sur-Vilaine, l'efficacité du traitement par la STEP collective externe pour ce paramètre est de 97,38 %, la VLE de 4 mg/l peut donc être retenue.

⁽¹²⁾ Taux d'abattement réels de la STEP OLGA La Rivière transmis par mail le 20/01/2023 à la DPDP35.

⁽¹³⁾ Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites en concentration n'excèdent pas la NEA-MTD divisée par «1 – taux d'abattement de la station» (AM 17/12/2019).

Le tableau ci-dessous fait état du positionnement de l'établissement vis-à-vis du cadre réglementaire applicable aux effluents aqueux industriels du site en rejet direct en sortie de la station d'épuration collective OLGA-STEP, avant et après le 04 décembre 2023 :

Positionnement de l'établissement SAS OLGA-STEP du site La Rivière de Noyal-sur-Vilaine pour les effluents aqueux du site en rejet direct

Paramètre	Surveillance			Valeurs limites d'émission				
	Fréquence actuelle (AP 14/03/2012 art.4.6)	Fréquence minimale (MTD 4)	Nouvelle Fréquence applicable à compter du 04/12/23 ⁽¹⁾	Émissions actuelles ⁽²⁾	Applicables (AP du 14/03/12 art.4.5)		NEA MTD (MTD 12) (en mg/l)	Nouvelle VLE applicable à compter du 04/12/23
				[C] (mg/l)	[C] (mg/l)	Flux (kg/l)		
DCO	Journalière	Journalière	Journalière	23,9	90	72	125 ⁽³⁾	90 mg/l
MES	Journalière	Journalière	Journalière	6,89	30	24	50 ⁽⁴⁾	30 mg/l
DBO ₅	Hebdomadaire	Mensuelle	Hebdomadaire	2,85	20	16	100 ⁽⁵⁾	20 mg/l
Azote global	Mensuelle	Journalière	Journalière	3,04	30	24	30 ⁽⁶⁾	30 mg/l
Phosphore total	Hebdomadaire	Journalière	Journalière	0,49	1,5 en étiage 4 hors étiage	1,2 en étiage 3,2 hors étiage	4 ⁽⁷⁾	1,5 mg/l en étiage 4 mg/l hors étiage
Chlorures		Mensuelle	Mensuelle	Non suivi	-	-	-	-

⁽¹⁾ La surveillance ne s'applique que lorsque la substance concernée est pertinente pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire mentionné au point 6 de l'Arrêté ministériel du 27 février 2020.

⁽²⁾ Moyennes annuelles sur la période 2017-2019 calculées à partir des données transmises par l'exploitant à la page 50 du dossier de réexamen (+ Détails des données 2017-2019 en sortie de STEP en annexe 4)

⁽³⁾ La VLE applicable au secteur de l'industrie laitière pour le paramètre DCO est de 125 mg/l, toutefois cette VLE s'applique uniquement si l'efficacité du traitement est supérieure ou égale à 95 % en moyenne annuelle ou en moyenne sur la période de production. Dans le cas contraire, la VLE du point 7.2 de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 s'applique.

L'efficacité du traitement de ce paramètre par la STEP gérée par OLGA sur le site de la Rivière est de 99,09 %, la VLE de 125 mg/l peut donc être retenue.

⁽⁴⁾ La VLE est de 50 mg/l si le flux est inférieur ou égal à 15 kg/jour ou si l'efficacité du traitement est supérieure ou égale à 90 %. La VLE est de 35 mg/l si le flux est supérieur à 15 kg/jour et si l'efficacité du traitement est inférieure à 90 %.

L'efficacité du traitement de ce paramètre par la STEP gérée par OLGA sur le site de la Rivière est de 99,26 %, la VLE de 50 mg/l peut donc être retenue.

⁽⁵⁾ La VLE est de 100 mg/l si le flux est inférieur ou égal à 30 kg/jour ou si l'efficacité du traitement est supérieure ou égale à 90 % ou si le rejet s'effectue en mer. La VLE est de 30 mg/l si le flux est supérieur à 30 kg/jour et si l'efficacité du traitement est inférieure à 90 %. Le flux est ramené à 15 kg/jour pour les eaux réceptrices visées par l'article D.211-10.

L'efficacité du traitement de ce paramètre par la STEP gérée par OLGA sur le site de La Rivière est de 99,79 %, la VLE de 100 mg/l peut donc être retenue.

⁽⁶⁾ La VLE est de 30 mg/l en moyenne journalière uniquement si l'efficacité du traitement est supérieure à 80 % en moyenne annuelle ou

en moyenne sur la période de production. La VLE n'est pas applicable en cas de faible température des effluents aqueux (inférieure à 12 °C, par exemple) pendant de longues périodes.

L'efficacité du traitement de ce paramètre par la STEP gérée par OLGA sur le site de la Rivière est de 98,06 %, la VLE de 30 mg/l peut donc être retenue.

⁽⁷⁾ La VLE applicable au secteur de l'industrie laitière pour le paramètre Phosphore total est de 4 mg/l, toutefois cette VLE s'applique uniquement si l'efficacité du traitement est supérieure ou égale à 95 % en moyenne annuelle ou en moyenne sur la période de production. Dans le cas contraire, la VLE du point 7.2 de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 s'applique. L'efficacité du traitement de ce paramètre par la STEP gérée par OLGA sur le site de La Rivière est de 97,38 %, la VLE de 4 mg/l peut donc être retenue.

Dans son dossier de réexamen, l'exploitant n'a pas positionné son établissement vis-à-vis des prescriptions du BREF FDM applicables aux effluents aqueux en sortie du site de production, en considérant uniquement ses effluents aqueux comme des rejets directs en sortie de la station d'épuration collective.

Concernant les fréquences de surveillance applicables aux effluents aqueux en rejet direct (en sortie de station d'épuration collective), l'exploitant s'est engagé, à échéance du 04 décembre 2023, à renforcer sa surveillance des paramètres Phosphore et Azote global par la mise en place d'un suivi journalier sur ces deux paramètres, et à procéder à une surveillance mensuelle du paramètre Chlorures conformément aux prescriptions de la MTD 4 du BREF FDM et de l'article 7.2 de l'AMPG du 27 février 2020. L'exploitant s'est également engagé à se mettre en conformité vis-à-vis des méthodes d'analyse de la MTD 4, pour le suivi, notamment, des paramètres DCO, NGL, DBO₅ et Chlorures.

Application des meilleures techniques disponibles

L'exploitant indique respecter, dès à présent, les NEA-MTD pour tous les paramètres visés en sortie de la Station d'épuration collective, considérant l'utilisation des techniques de traitement suivantes :

➤ Traitement préliminaire, primaire et général :

- Homogénéisation des effluents des 4 sites en mélange dans un bassin d'aération d'un volume utile de 7600 m³,
- Neutralisation du pH par homogénéisation dans le bassin d'aération,
- Séparation physique des effluents par dégrillage pour le site OLGA-La Rivière, et par tamisage à 500 µm pour le site OLGA-Centre Bourg et l'usine Petit Billy, en amont du bassin d'aération, :
- Traitement aérobie et anaérobie dans une station à boues activées,
- Nitrification et dénitrification lors des périodes d'aération et de non aération du bassin d'aération,
- Précipitation du phosphore à l'aide de perchlorure de fer, puis séparation par précipitation,

➤ Élimination finale des matières solides : Traitement tertiaire par filtre à sable avant rejet.

Les NEA-MTD applicables à l'établissement OLGA-STEP étant moins contraignantes que les VLE déjà en vigueur, fixées à l'article 4.5 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2012, le site est d'ores et déjà conforme aux NEA-MTD du BREF FDM.

Concernant les niveaux de performance environnementale pour les rejets d'effluents aqueux spécifiques, l'exploitant a indiqué que la production principale du site est la production de yaourts (lait fermenté). Le niveau de performance environnemental du site ne peut donc être comparé aux fourchettes de niveaux indicatifs de performance environnementale pour les rejets d'effluents aqueux spécifiques fixées à la MTD 7 car aucune fourchette n'est associée à ce type de production principale. L'exploitant a toutefois calculé et transmis à titre indicatif les niveaux de performance environnementale annuels pour les rejets d'effluents aqueux spécifiques de son site pour la période 2017 à 2019. Il est de 3,10 m³/tonne de matières premières en 2017, de 3,28 m³/t en 2018, et de 3,19 m³/t en 2019.

Ces niveaux indicatifs ne sont pas repris dans l'article 17 du titre III de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 février 2020 et ne font donc l'objet d'aucune obligation réglementaire.

Analyse de l'inspection

Les rejets aqueux constituent un enjeu majeur sur l'aspect impact chronique de l'installation en raison des activités de nettoyage du site.

Concernant l'installation OLGA-La Rivière :

Les prescriptions relatives à la surveillance des rejets aqueux du site de production OLGA-La Rivière, fixées dans l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2015 sont remplacées, pour partie, à compter du 04 décembre 2023, pour

les paramètres en gras dans le tableau ci-dessus, par celles de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux MTD applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (périodicité de mesure en gras dans le 1^{er} tableau du paragraphe ci-dessus).

Les valeurs limites d'émissions fixées à l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2015 étant plus contraignantes que les NEA-MTD recalculées pour les effluents aqueux en rejet indirect (cf : ⁽¹³⁾), celles-ci seront maintenues, et resteront en vigueur après le 04 décembre 2023 sans modifications.

L'inspection rappelle toutefois à l'exploitant qu'il est d'ores et déjà tenu de respecter les VLE qui sont fixées dans son arrêté préfectoral et qu'il convient qu'il se remette en conformité vis-à-vis du paramètre MES pour lequel des non-conformités sont observées.

Concernant l'installation OLGA-STEP :

Les prescriptions relatives à la surveillance des rejets aqueux de la station d'épuration collective de la société OLGA, fixées dans l'arrêté préfectoral du 14 mars 2012 sont remplacées pour partie, et complétées à compter du 04 décembre 2023, pour les paramètres en gras dans le tableau ci-dessus, par celles de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux MTD applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (périodicité de mesure en gras dans le second tableau du paragraphe ci-dessus).

L'exploitant s'est engagé à se mettre en conformité vis-à-vis des fréquences de surveillance qui s'appliqueront à échéance du 04/12/2023, en mettant en place un suivi journalier sur les paramètres Phosphore et Azote global, et une surveillance mensuelle sur le paramètre Chlorures en sortie de la station d'épuration. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que la surveillance mise en place sur les Chlorures devra être maintenue quels que soient les résultats mesurés, l'AMPG du 27/02/2020 ne permettant aucun aménagement sur ce point. Les valeurs limites d'émissions fixées à l'article 4.5 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2012 étant plus contraignantes que celles fixées dans l'arrêté ministériel du 27/02/2020, celles-ci seront maintenues, et resteront en vigueur après le 04 décembre 2023 sans modifications.

4.8.- Déchets

Le site n'utilise aucune technique de réduction de déchets du secteur de l'industrie laitière car elles ne lui sont pas applicables. L'exploitant a en revanche transmis les informations relatives à la gestion des déchets du site, suivantes :

- une partie des loupés de fabrication sont envoyés dans une unité de méthanisation externe,
- une partie des loupés de fabrication et des eaux blanches sont valorisés en alimentation animale au sein de la filière porcine.

Analyse de l'inspection

Les éléments transmis par l'exploitant sur la partie relative aux déchets n'appellent pas de remarque.

4.9.- Efficacité énergétique

Concernant la mise en place d'un plan d'efficacité énergétique, l'exploitant a transmis les éléments suivants :

- le site est certifié ISO 50001 et possède par conséquent d'ores et déjà un système de management de l'énergie audité annuellement,
- le site applique la démarche de management de l'énergie baptisée Gest'éco2,
- les ratios de consommation énergétique (eau, gaz, électricité, fuel) sont suivis toutes les semaines par atelier, et des comparaisons multi-sites sont effectuées tous les mois.

L'exploitant a transmis la consommation énergétique annuelle moyenne de son site sur les trois dernières années (2017 à 2019). Le site a consommé en moyenne 7669,5 MWh d'électricité et 4574,15 MWh de gaz par an.

Afin d'accroître l'efficacité énergétique de son établissement, l'exploitant a indiqué mettre en œuvre les techniques courantes suivantes :

- Régulation et contrôle régulier du brûleur et suivi des consommations dans la revue énergétique ;
- La consommation d'énergie est étudiée lors de l'achat des nouvelles installations, notamment pour les moteurs (norme IE4) ;

- La consommation d'énergie est étudiée lors de l'achat des nouvelles installations, notamment pour les moteurs (norme IE4) ;
- Deux pompes à chaleur permettent de récupérer de l'eau à 60°C et chauffer les centrales de traitement d'air et l'eau chaude sanitaire ;
- Tous les éclairages sont à technologie LED ;
- Réduction de la purge des chaudières du site pour économiser l'énergie ;
- Optimisation des systèmes de distribution de vapeur par isolation des canalisations et des vannes ;
- Préchauffage de l'eau d'alimentation ;
- Les procédés sont automatisés et leur gestion globale est assurée par un dispositif de supervision ;
- Recherche régulière des fuites d'air comprimé ;
- Réduction des pertes thermiques par calorifugeage des canalisations et des vannes ;
- Présence de variateurs de vitesse sur les pompes de la partie froid.

Afin d'accroître l'efficacité énergétique du site, l'exploitant a également indiqué mettre en œuvre les techniques spécifiques au secteur d'activité de l'industrie laitière suivantes :

- La conception autour des homogénéisateurs est optimisée ;
- Les quatre pasteurisateurs fonctionnent en continu ;
- Des échangeurs thermiques à récupération de chaleur sont utilisés dans la pasteurisation.

L'exploitant a positionné son établissement vis-à-vis des niveaux indicatifs de performance environnementale pour la consommation d'énergie spécifique du secteur de l'industrie laitière pour une production principale de lait fermenté (>80%). Sur la période 2017-2019, le niveau de consommation d'énergie spécifique du site est compris entre 0,63 et 0,65 MWh par tonne de matière première utilisée. Par conséquent, le site respecte les niveaux indicatifs de performance environnementale pour la consommation d'énergie spécifique de son secteur d'activité, qui sont compris entre 0,2 et 1,6 MWh/tonne de matières premières.

Ces niveaux indicatifs ne sont pas repris dans l'article 17 du titre III de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 février 2020 et ne font donc l'objet d'aucune obligation réglementaire.

Analyse de l'inspection

Les éléments transmis par l'exploitant permettent de connaître la situation du site vis-à-vis des meilleures techniques disponibles concernant l'efficacité énergétique, et n'appellent pas de remarque.

4.10.- Prévention des nuisances sonores

Concernant le bruit, l'exploitant indique que la principale source sonore de la zone est le trafic routier de la RN157.

L'établissement ne possède pas de plan de gestion du bruit formalisé, mais l'exploitant a indiqué que :

- une campagne de mesures des niveaux sonores en limites de propriété et auprès des tiers, est réalisée tous les 5 ans conformément aux prescriptions de l'article 9.2.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site (l'inspection a toutefois noté des incohérences dans les dates de mesure transmises dans le dossier de réexamen : indiqué 2013 et 2018 p.31 ; 2015 et 2020 p.52),
- les niveaux sonores et d'émergences enregistrés sont conformes à l'arrêté préfectoral d'autorisation du site du 26 janvier 2015 (chapitre 6.2) et à l'arrêté du 23 janvier 1997,
- le personnel et les gardiens de nuit sont sensibilisés sur la thématique des nuisances sonores, et doivent signaler tout bruit anormal. En cas de signalement, l'origine du bruit est recherchée, un plan d'action avec mesures correctives (entretien, réparation...) est mis en place et un suivi est assuré afin de s'assurer de son efficacité,
- aucune plainte relative au bruit n'a été recensée concernant l'établissement.

Afin d'éviter ou de réduire les émissions sonores liées à ses activités et aux équipements employés, l'établissement a indiqué mettre en œuvre les techniques suivantes :

- Le bruit a été pris en compte lors de la conception du site : les bâtiments ont été implantés de façon à faire écran entre les principales sources sonores du site et le voisinage ;

- Le matériel fait l'objet d'inspections régulières et d'opérations de maintenances préventives afin notamment d'éviter les nuisances telles que les vibrations ;
- Les employés et les gardiens sont sensibilisés à la fermeture des portes et fenêtres ;
- Le personnel a pour consigne d'éteindre le matériel non nécessaire et il est formé selon le poste de travail et le matériel à mettre en œuvre ;
- Le site fonctionne en 2x8 (de 5h du matin à 21h) ce qui limite le bruit en période nocturne, et lorsque des camions frigorifiques passent la nuit sur le site, ils ne sont pas chargés afin que les compresseurs de froid restent à l'arrêt ;
- Le site possède des équipements récents et peu bruyants et les principaux équipements bruyants (compresseurs d'air, compresseurs d'ammoniac) sont confinés dans des locaux fermés avec paroi et plafond en béton ;
- Le bâtiment de production est constitué de panneaux isothermiques sur un soubassement en béton brut, et les locaux techniques (chaufferie, salles des machines ammoniac, locaux de charge, locaux des transformateurs...) sont en béton brut avec un bardage en lame de mélèze ce qui permet un très bon confinement des émissions sonores produites par le fonctionnement des équipements de production d'énergie.

Analyse de l'inspection

Les éléments transmis par l'exploitant permettent de connaître la situation de l'établissement par rapport aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles sur la partie relative à la prévention des nuisances sonores. En absence de problématique relative au bruit, le site ne possède pas de plan de gestion du bruit formalisé, toutefois le site procède tous les 5 ans, conformément aux prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation, à des campagnes de mesure permettant de vérifier les niveaux sonores en limite de propriété et auprès des tiers. L'inspection rappelle que si des nuisances relatives au bruit venaient à être constatées, l'établissement sera tenu de mettre en œuvre un plan de gestion du bruit intégré au système de management environnemental du site.

5. SUITES ADMINISTRATIVES

À compter du 04 décembre 2023, les prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 février 2020 relatif aux MTD applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 s'appliquent aux établissements OLGA-La Rivière et OLGA STEP. En particulier sont applicables les prescriptions des titres suivants de l'annexe de l'arrêté ministériel précité :

- titre I,
- titre II,
- et titre III-17 : secteur industrie laitière.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 janvier 2015 applicables à l'établissement SAS OLGA site de La Rivière (ex TRIBALLAT-La Rivière) sont conservées à l'exception de celles relatives à la fréquence de surveillance des rejets aqueux qui sont, pour partie remplacées, à échéance du 04 décembre 2023, par celles de l'article 7.2 de l'arrêté ministériel suscité (fréquences de surveillance en gras dans le premier tableau du paragraphe 4.7 du présent rapport).

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire reprenant ces prescriptions est joint en annexe.

En application des articles R. 181-45 et R. 515-60 et R. 515-70 du Code de l'environnement, l'inspection propose le projet de prescriptions techniques joint en annexe au présent rapport. Considérant que cet arrêté consiste en un renforcement des prescriptions applicables à l'établissement SAS OLGA-La Rivière, en matière de surveillance des rejets aqueux, l'inspection des installations classées propose qu'il ne soit pas soumis à l'avis des membres du CODERST.

Concernant la station d'épuration collective SAS OLGA STEP, les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 mars 2012 modifié applicables à l'établissement, sont conservées à l'exception de celles relatives à la fréquence de surveillance des rejets aqueux qui sont, pour partie remplacées et complétées, à échéance du 04 décembre 2023, par celles de l'article 7.2 de l'arrêté ministériel suscité (fréquences de surveillance en gras dans le second tableau du paragraphe 4.7 du présent rapport).

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire reprenant ces prescriptions est joint en annexe.

En application des articles R. 181-45 et R. 515-60 et R. 515-70 du Code de l'environnement, l'inspection propose le projet de prescriptions techniques joint en annexe au présent rapport. Considérant que cet arrêté consiste en un renforcement des prescriptions applicables à l'établissement SAS OLGA-STEP en matière de surveillance des rejets aqueux, l'inspection des installations classées propose qu'il ne soit pas soumis à l'avis des membres du CODERST.

Approbateur

Rédacteur(s)

**Le Chef de Service de la Protection de
l'Environnement et de la Nature**

Luc PETIT

**Adjointe au chef de Service de la Protection de
l'Environnement et de la Nature**

Marie-Rose FÉRET

